



Face au procureur, Bagosora se renfrogne, fait mine de ne pas entendre les questions, hausse le ton.

Bagosora  
expliquant un organigramme  
27 / 10 / 05

GÉNOCIDE DES TUTSI-ES AU RWANDA EN 1994 (2/4)

# « Je rentre à Kigali pour préparer l'Apocalypse »

Texte : Fabien Grasser. Dessins : Isabelle Cridlig

**Le colonel Bagosora est considéré comme le cerveau du génocide des Tutsi-es au Rwanda. Rattrapé par la justice internationale, il avait été longuement interrogé devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à l'automne 2005, au cours d'un procès que nous avons couvert pour plusieurs médias internationaux. Deuxième volet de notre série consacré au jugement du « colonel de l'Apocalypse ».**

« Une prison cinq étoiles » : l'expression est de Carla Del Ponte, procureure du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) de 1999 à 2003. À Arusha, où était installée la juridiction de l'ONU, la formule a fait florès au sein de la population pour désigner le centre de détention où étaient incarcérés d'anciens hauts responsables hutus rwandais. Tous étaient suspectés d'avoir joué un rôle déterminant dans le génocide des Tutsi-es. La prison, administrée par les Nations unies, répondait aux standards les plus élevés en matière de droits humains. Mais dans cette agglomération du nord de la Tanzanie, au centre-ville cerné de bidonvilles, cette supposée débauche de moyens pour des criminels faisait forcément grincer des dents.

Le colonel Théoneste Bagosora y avait été transféré en janvier 1997, neuf mois après son arrestation au Cameroun, où il essayait d'échapper au mandat d'arrêt international qui le visait. L'ancien officier supérieur rwandais était accusé d'être le cerveau du génocide qui a fait au moins 800.000 victimes, entre avril et juillet 1994, en grande majorité des Tutsi-es, mais aussi des Hutu-es dits modérés. Les charges sont lourdes : « Génocide, entente en vue de commettre le génocide, complicité de génocide, incitation publique et directe à commettre le génocide, crimes contre l'humanité. »

Son interrogatoire principal devant le TPIR débute le 25 octobre 2005. Il a d'abord la partie belle avec son avocat, le français Raphaël Constant, dont les questions cherchent à le disculper. Des dizaines d'heures durant, le colonel minimise son rôle, rappelant qu'il n'occupait qu'une fonction subalterne de directeur de cabinet du ministre de la Défense en 1994. Qu'il se contentait d'obéir aux ordres dans le strict respect de la loi. « C'était lui, l'homme du pouvoir », avait pourtant assuré, devant le TPIR, le général canadien Roméo Dallaire, commandant des Casques bleus déployés au Rwanda en 1993 et 1994.

Les échanges entre Bagosora et son défenseur sont souvent ennuyeux et répétitifs. Le président du tribunal, le juge norvégien Eric Møse [1], lui intime régulièrement de passer à autre chose, de ne pas s'appesantir sur des détails historiques connus de tout le monde. À l'évidence, Bagosora cherche à paraître plus bête qu'il ne l'est. Sa fausse naïveté ne trompe en réalité personne.

## Le complot anglo-saxon

À l'issue de deux semaines d'un jeu où des monologues sans intérêt répondent à des questions complices, le ton change subitement. Le 11 novembre 2005, le nouvel interlocuteur du colonel est le procureur canadien Drew White. Il l'interroge sans complaisance. Bagosora se renfrogne, fait mine de ne pas entendre les questions, hausse le ton. Il provoque le banc des procureurs, qu'il accuse d'être à la solde du Front patriotique rwandais (FPR), qui aurait conquis le pouvoir avec la complicité des États-Unis. Le refrain du « complot anglo-saxon » contre le Rwanda fait partie du répertoire négationniste. Il fut aussi largement entonné par François Mitterrand, en 1994, pour justifier le soutien inconditionnel de Paris au régime extrémiste qui avait préparé

et exécuté le plan génocidaire. Dès octobre 1990, l'armée française avait sauvé la mise du président en place, Juvénal Habyarimana, en appuyant les militaires rwandais contre la rébellion armée du FPR. Cette dernière avait attaqué le pays depuis l'Ouganda voisin pour obtenir, par la force, le retour de dizaines de milliers d'exilés, principalement tutsi-es, et l'instauration du multipartisme. Des revendications que Kigali rejetait obstinément depuis des années.

Le pays avait alors sombré dans une guerre civile, que les Nations unies avaient tenté d'éteindre en convoquant des pourparlers de paix inter-rwandais réunissant gouvernement, FPR et partis d'opposition (autorisés à partir de 1991). Ces négociations s'étaient précisément déroulées à Arusha, entre juin 1992 et août 1993. Sous la pression militaire du FPR et d'une partie de la communauté internationale, le président Habyarimana avait lâché du lest, tout en cultivant un double discours et en cherchant continuellement à gagner du temps. Cinq accords avaient néanmoins été conclus, prévoyant un partage du pouvoir politique, l'intégration des combattants du FPR dans l'armée rwandaise et le départ des troupes françaises du pays.

Un dénouement inacceptable pour les éléments radicalement racistes du régime. À leurs yeux, le chef de l'État se rendait coupable de trahison, même quand ses concessions n'étaient que d'ordre tactique. « Quand le sang a coulé, on ne peut plus le ramasser. Même Habyarimana, si le peuple est contre lui, il ne peut plus mettre un pied au Rwanda », avertissait la Radio-télévision libre des Mille Collines (RTL), le média des extrémistes hutu-es, quelques semaines avant la mort du président dans un attentat qui fut le signal déclencheur du génocide.

En 1992, Théoneste Bagosora fait partie de la délégation rwandaise qui négocie à Arusha, notamment sous l'égide du ministre de la Défense James Gasana, son supérieur hiérarchique direct. Mais le colonel est en désaccord total avec la tournure prise par les tractations. À la fin de l'année, il claqué la porte de l'équipe rwandaise. « Vous ne vouliez pas que Habyarimana signe les accords », lui lance le procureur Drew White, lors de son interrogatoire. « Je n'ai jamais voulu l'empêcher de les signer », louvoie le prévenu. « Vous ne vouliez pas qu'il les mette en œuvre », insiste le procureur. « Non, c'est faux », coupe sèchement le colonel.

### Bagosora est furieux et le fait savoir

Un épisode intéresse particulièrement l'accusation : il se déroule à la fin de l'après-midi du 26 décembre 1992, dans le hall de l'hôtel Novotel à Arusha, situé à quelques centaines de mètres seulement du tribunal où Bagosora comparait 13 ans plus tard. En ce lendemain de Noël, le colonel boucle ses valises et quitte sa chambre. Il est accompagné de l'ambassadeur rwandais en Tanzanie, qui s'apprête à le déposer au minibus pour Nairobi, la capitale kényane, d'où il rejoindra ensuite le Rwanda. Après une réunion au cours de laquelle son gouvernement s'est montré trop conciliant à son goût, Bagosora est furieux et le fait savoir. Surtout, il lâche cette phrase : « Je rentre à Kigali préparer l'Apocalypse. »

« Cela ne s'est pas passé », dément vigoureusement le colonel face à son accusateur. Le procureur enfonce le clou : « Vous rentriez au pays pour préparer le génocide. » L'ancien officier perd son sang-froid et hurle : « Mais non. Je rentrais, car ma mission était reportée ! » Plusieurs personnes ont assisté à cette scène à l'hôtel Novotel, mais toutes n'ont pas témoigné devant le tribunal. Balthazar Nduwayezu est un journaliste rwandais. En 2005, il couvre les procès du TPIR pour la BBC. Plutôt du genre discret et taiseux, il s'empporte pourtant après les dénégations de Bagosora : « J'étais au Novotel le 26 décembre 1992 et je l'ai clairement entendu dire qu'il allait préparer l'Apocalypse. »

La plupart des journalistes qui avaient accouru au TPIR pour assister au premier jour de l'interrogatoire du colonel ont déserté les lieux et n'entendent donc pas l'indignation du correspondant de la BBC. Le procès du cerveau du génocide suscite finalement peu d'intérêt de la part des médias internationaux. Rapidement, nous ne sommes plus que trois ou quatre à fréquenter la petite salle de presse du tribunal. Mal éclairée et meublée d'antiques chaises et tables, cette pièce est un peu le parent pauvre d'un TPIR par ailleurs très bien doté. Balthazar Nduwayezu y a passé huit années, rendant inlassablement compte des procès des criminels qui avaient plongé son pays dans les ténèbres, au printemps 1994.

Face à la colère qui agite Bagosora quand il lui rappelle cette journée de décembre 1992, le procureur Drew White reste de marbre. Il veut en savoir davantage : « Avant de quitter Arusha vous aviez envoyé un télégramme à Kigali pour demander 1.000 armes ? » Le colonel hésite : « Ce télégramme, le procureur ne le montre pas », dit-il en s'adressant aux juges. Puis, il se reprend et fanfaronne : « Même si le procureur avait ce télégramme, il ne serait pas signé... » Comment peut-il en être aussi sûr ? Drew White ne prend même pas la peine de relever. Bagosora vient de se piéger tout seul. Le « colonel de l'Apocalypse » est déstabilisé et a bien du mal à le dissimuler.

Mais l'on n'en saura pas davantage sur les 1.000 armes qu'il avait réclamées. Tout au long du procès de l'ancien militaire, il est pourtant beaucoup question d'armes. À commencer par

celles distribuées à la population après l'attaque du FPR, en octobre 1990. Un « programme civil d'autodéfense » avait été mis en place, aboutissant à la distribution de milliers de fusils d'assaut et de grenades dans les villages. Les hommes étaient regroupés en patrouille après une instruction militaire sommaire. Les plus fanatiques, comme les Interahamwe, émanation du mouvement de jeunesse du parti présidentiel, avaient constitué des escadrons de la mort, perpétrant des massacres avant même le génocide. Bagosora était suspecté d'en être l'organisateur.

### Propagande en miroir

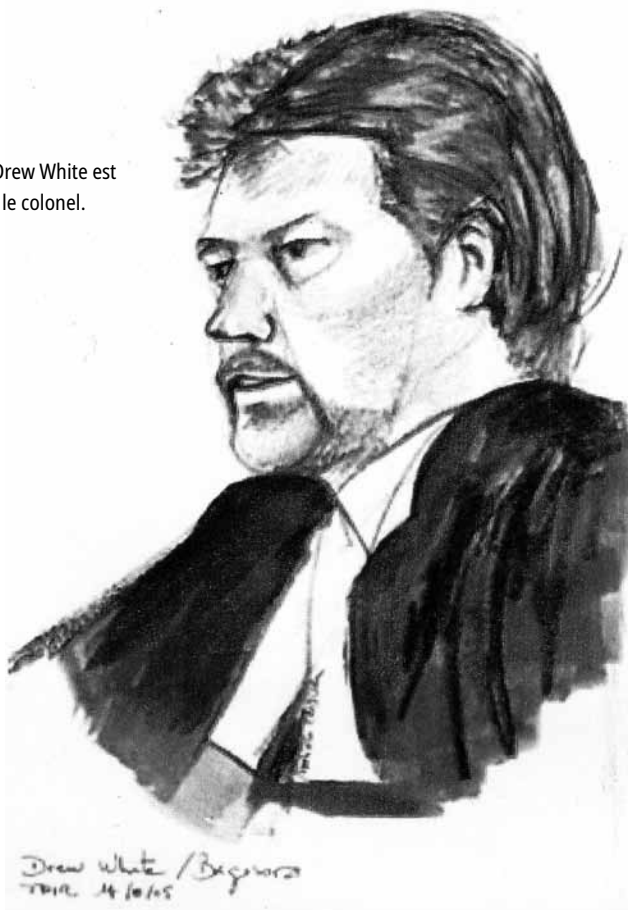
Quand son avocat l'interroge sur sa responsabilité, le colonel nie en avoir été l'instigateur. Il rappelle que le programme avait été décidé légalement par le gouvernement. « J'étais d'accord, car on a le droit de se défendre quand on est agressé », fait-il valoir. Les pages de ses agendas professionnels, saisis après son arrestation, regorgent d'annotations faisant état de distributions dans diverses communes du pays. Parfois, ses notes sont énigmatiques, mais le colonel a répondu à tout, affirmant qu'il s'agit de détails portant sur le mariage de sa fille ou sur l'achat d'une clôture pour sa maison. « Ces armes devaient-elles servir à exterminer des Tutsis ? », interroge néanmoins Me Raphaël Constant pour contrer l'une des accusations portées contre le colonel. Celui-ci apprécie moyennement la question et rembarre un peu son défenseur : « Non, aucune de ces armes n'a servi à tuer des Tutsis ou des opposants. »

« Ah ! Mon client... n'est pas toujours facile », lâche avec dépit l'avocat français, quand nous le croisons quelques heures plus tard dans l'un des nombreux restaurants qui ont ouvert à Arusha dans le sillage de la création du TPIR. La juridiction de l'ONU, qui a employé 1.300 personnes au plus fort de ses activités, a apporté une certaine prospérité à la ville tanzanienne et une vie nocturne animée. Employé-es des services administratifs et de traduction, agents de sécurité, ou avocat-es se croisent, dînent ensemble, fréquentent les mêmes bars. Mais Raphaël Constant ne fait pas partie des oiseaux de nuit que l'on y croise habituellement. Ce ténor des barreaux français est alors considéré comme l'un des avocats les plus prestigieux à plaider devant le TPIR. Bien qu'il ait lui-même mis en doute la réalité du génocide, il ne veut pas emprunter la voie du négationnisme pour défendre son client. Mais c'est peine perdue.

Le colonel Bagosora ne peut pas s'en empêcher : à tout bout de champ, il conteste le génocide qu'il qualifie de « massacres excessifs » déclenchés par « le Tutsi qui veut dominer le Hutu ». Il prend un malin plaisir à parler des « inyenzi » : le mot signifie cafard ou cancrelat en kinyarwanda. Pendant des décennies, il était employé par les extrémistes pour désigner les Tutsi-es et il s'était propagé dans l'ensemble de la société. Qualifier d'animaux les membres d'un groupe pour nier leur humanité est commun à la plupart des génocides.

Dans les mois qui ont suivi le départ tonitruant de Bagosora d'Arusha en 1992, le mot « Apocalypse » s'est répandu au sein des Forces armées rwandaises. Quant au terme de génocide, il avait été employé par les propagandistes du régime dès le début de la guerre civile en 1990. Mais il était agité comme une menace qu'auraient fait peser les Tutsi-es sur les Hutu-es. Cette technique de la « propagande en miroir » vise à attribuer à l'adversaire ce que l'on prépare soi-même et donc à en justifier la préparation. Mais au soir du 6 avril 1994, c'est bien contre les Tutsi-es que s'enclenche un génocide. Et Bagosora en sera l'un des chefs d'orchestre, ainsi que nous le verrons dans le prochain article consacré au procès du « colonel de l'Apocalypse ».

Le procureur canadien Drew White est sans complaisance avec le colonel.



[1] Eric Møse présidait la première chambre du TPIR, dont il a par ailleurs été le président de 2003 à 2007. De mars 2022 à mars 2023, cet expert des droits humains a également présidé la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine, chargée de documenter les violations du droit humanitaire après l'invasion russe.